

**2024/334**

Déposée le <b>17/05/2024</b>		Dépôt affiché le <b>17/05/2024</b>	
Par :	<b>SAS DEVRED</b>		
Représentée par :	<b>MONSIEUR KASSAM DINESH</b>		
Demeurant à :	<b>43 Rue du Faubourg Saint Antoine 75011 PARIS</b>		
Pour :	<b>Aménagement ERP</b>		
Sur un terrain sis à :	<b>84 BD FERNAND MOUREAUX</b>		
Référence cadastrale :	<b>AD 676</b>		

**N° AT 014 715 24 W0006**

**Le Maire de Trouville-sur-Mer,**

**Vu** la demande d'Autorisation de Travaux d'un Etablissement Recevant du Public susvisée,

**Vu** les articles L122-1 à L122-6 et R122-5 à R122-21 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs aux autorisations applicables aux Etablissements Recevant du Public,

**Vu** les articles L143-1 à L143-3 et R143-2 à R143-22 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la sécurité dans les Etablissements Recevant du Public,

**Vu** les articles L161-1 et L164-1 à L164-3 ainsi que les articles R162-8 à R162-13 et R164-1 à R164-6 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à l'accessibilité des Etablissements Recevant du Public,

**Vu** l'avis favorable de la Commission de Sécurité de l'arrondissement de Lisieux en date du 04/06/2024, classant l'établissement en 5ème catégorie, pour une activité de type M, ci-annexé,

**Vu** l'avis favorable de la Sous-Commission Départementale pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées en date du 03/07/2024 ci-annexé,

**ARRÊTE**

Les travaux décrits dans la demande susvisée sont **AUTORISÉS** sous réserve du respect des prescriptions émises par la commission de sécurité incendie et la commission pour l'accessibilité des personnes handicapées dans leurs rapports ci-joint annexés.

**A Trouville-sur-Mer, le 05/07/2024**

Nota : Une copie de la décision a été envoyée au Contrôle de Légalité. Cette dernière sera exécutoire à compter de la date de l'accusé de réception du service Contrôle de Légalité de la Préfecture.

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

La présente décision est exécutoire à réception, et ne vaut que pour les travaux objet de la présente autorisation. L'exécution de travaux autres que ceux déclarés, ou le non-respect des prescriptions éventuelles émises, constituerait une infraction aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée par courrier ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite)